Vers des Assises du médicament (p. 5)

COMMUNISTES

Départementales et régionales

Le vote communiste, un outil de lutte (p. 3)

Vidéo

Fabien Roussel était ce 31 mai à St-Claude, dans le Jura. Il a rendu visite aux salarié·e·s de la Fonderie MBF dont le savoir-faire est unique mais les emplois menacés.

Dans le mur

Patrick Artus, pourtant un des économistes stars du système, se livre dans son dernier opus (*La dernière chance du capitalisme*) à une charge lourde contre le capitalisme : injuste, inégalitaire, frustrant, suscitant la colère. C'est de la pure folie que d'exiger 15 % de rendement du capital pour les actionnaires, estime-t-il. « Ça va mal finir ». Etc. Etc. Très bien. Jusque-là, on peut comprendre. Mais que propose-t-il ? Moins d'État, plus de fonds de pension, plus de concurrence libre et non faussée ; il plaide pour un vrai « capitalisme ordo-libéral ». Autrement dit, la machine est devenue folle, elle va dans le mur et Artus propose d'accélérer. ✪

Gérard Streiff

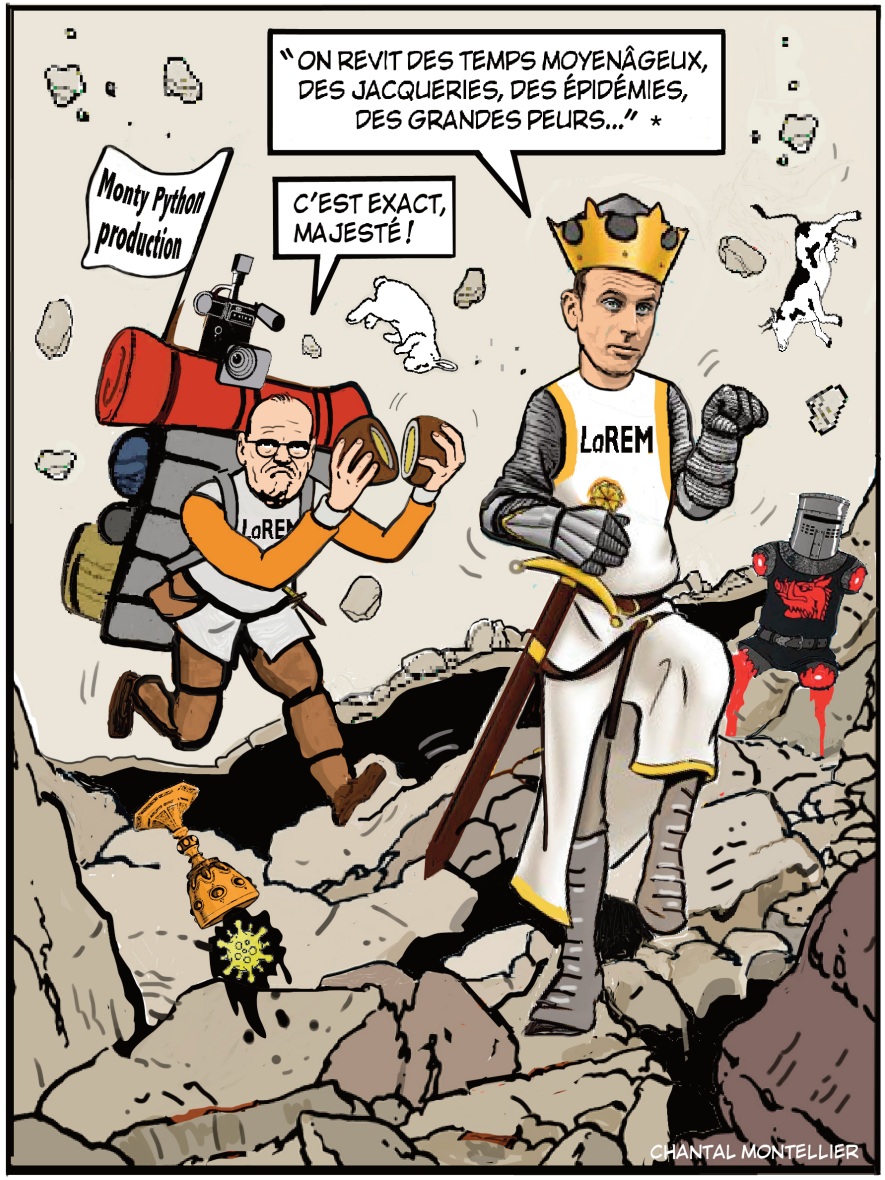
SOUSCRIPTION 2021 (cliquez)

Je verse : ..... €

"Donner les moyens au PCF d'intervenir "

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

En Marche vers le Moyen Âge



* **Interview d'Emmanuel Macron dans Zadig**

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

SOUS RÉSERVE DES ANNONCES GOUVERNEMENTALES

Évènement : 18 juin 20 h, l'espace Niemeyer s'ouvre au spectacle vivant. Représentation exceptionnelle de la compagnie "Les vertiges de Minerve" : à nos efforts passés. Prix libre. 2, place du Colonel-Fabien, 75019

2 juin 18 h 50 : Fabien Roussel sera l'invité de TV5 Monde

3 juin : 8 h 20 : Fabien Roussel sera l'invité de la matinale de France Inter #Le79Inter

3 juin : Fabien Roussel se rendra au Creusot en Saône-et-Loire (région Bourgogne-Franche-Comté) pour une visite sur la thématique de l'emploi et de l'industrie. Il rencontrera les salarié·e·s des entreprises Aperam, Framatome et Industeel

3 juin : Mobilisation massive des AESH

3 juin : Journée de l'initiative citoyenne européenne

3 juin 17 h : Rencontre avec vos candidat·e·s sur la thématique du logement, un évènement Facebook de la section PCF de Montreuil

3 juin 18 h : Campagne "Pas de profits sur la pandémie", réunion nationale

3 juin 19 h : Meeting Facebook section PCF Aulnay-sous-Bois (93)

4-5–6 juin : Week-end de mobilisation départementales-régionales

4-5-6 juin : ANA du MJCF

4 -5 juin : Week-end de mobilisation "Pas de profits sur la pandémie"

4 juin 14 h : Le Congrès de Tours vu d en bas, deuxième séance, inscription fondation Gabriel-Péri

4 juin 17 h 30 : Avec Sébastien Jumel, esplanade de l'Espace culturel de la Pointe-de-Caux à Gonfreville l'Orcher (76)

4 juin 18 h : Réunion du groupe de travail "Quartiers populaires", inscription auprès de la Vie du Parti

4 juin 18 h : Les jeunes, leurs visions du monde et leurs relations aux médias, coopérative des idées 93 Inscription en ligne : https://bit.ly/3bk4LQi

5 juin : Festival Toutes aux frontières à Nice (06). Rens. sur la lettre internationale du PCF

5 juin 10 h : Toutes aux frontières, Perthus (66)

5 juin 10 h : Chaîne humaine hôpital Henry-Gabrielle à Saint-Genis Laval (69)

5 juin 10 h : Départementales 2021 : RDV avec Evelyne Rabardel, Hocine Tmimi, place du Marché, Vitry-sur-Seine (94)

5 juin 11 h : Honneur aux combattants espagnols, Prayols (09)

5 juin 14 h : Un médecin pour chacun, salle du Moulin bleu, Fécamp (76)

5 juin à 18 h : Le MJCF organise une action sur l'emploi des jeunes devant le ministère du Travail

8 juin 18 h : Webinaire "Face à la pandémie, des choix de société. Inscription fondation Gabriel-Péri

8 juin 20 h 30 : Discussion avec les candidats de Gennevilliers et en direct sur la page Facebook du maire Patrice Leclerc (92)

10 juin 19 h : Présentation-conférence du numéro spécial du TC sur la Commune de 1871, Clap-ciné de Canet, Canet-en-Roussillon (66°

10 et 11 juin : Assises du médicament, 2 place du Colonel-Fabien (75019), programme et inscription sur le site www.pcf.fr

11 juin 11 h : Hommage à Maurice et Josette Audin au cimetière parisien du Père-Lachaise (Paris)

11-12-13 juin : Dernier week-end de mobilisation, Départementales et Régionales

12 juin : Marchons pour les droits et les libertés, pour une République sociale et démocratique

12 juin 10 h : Rassemblement devant l'hôpital de Lézignan (11)

12 juin 21 h : Fêtons la Commune, 10 rue Victor-Hugo, Montreuil (93)

13 juin 19 h : Participation au meeting INTERDIT régional Île-de-France, Montreuil (93)

19 juin 10 h : Parcours des communards, info section PCF (75013)

20 juin : Bataille du rail pour la gare de Saumur, Rive-Gauche (49)

20 et 27 juin : 1er et 2e tours des élections départementales et régionales

22 juin 11 h 30 : Manifestation à Paris pour gagner le Service public de l'énergie (lieu encore en négociation)

24 juin 18 h : Campagne "Pas de profits sur la pandémie", réunion nationale

25 juin 10 h 30 : Hommage aux résistants espagnols, 23 rue du Vicq-d'Azir (75010)

26 juin 12 h : Marche des Fiertés LGBT+ de Paris et Île-de-France 2021

1er juillet : NON à la réforme chômage !

3-4 juillet : Conseil national

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE :

Victoire : La gratuité totale des transports en commun a été voté e par les élus du syndicat mixte des transports du Douaisis (SMTD) (59), des femmes de chambres d'Ibis Batignolles (75), aux travailleuses de la Polyclinique Majorelle, Metz (57)

Hommage à notre camarade Robert Marchand, Mitry-Mory (77) ; à la Commune de Paris, Boulogne-Billancourt (92), cimetière du Père-Lachaise

Rassemblement en soutien aux salarié·e·s de la Fonderie du Jura (39), de la fonderie de Bretagne Quimperlé (29), aux cheminots de Viviez (12)/ Caen (14), contre le projet Hercule,Tulle (24), Gravelines (59), pour que vivent nos langues, Guingamp (29)

Soutien au maire de Grenay

CollecteS solidaireS pour les étudiants, PCF/ UEC Lyon (69), Rosny-sous-Bois (93)

Pétition pour la solidarité avec la Palestine, Bobigny (93), Non à la TEOM à 17,3 % Fécamp (76), pour un cardiologue à l'Hôpital Leblanc (36)

Soutien aux pompiers en grève (59), aux Air Liquide, Le Blanc-Mesnil (93)

Mobilisation suite aux décès à Hayange d'une jeune femme de 22 ans tuée par son compagnon à coups de couteau (57)

Collage géant Mitry-Mory (77), Chenôve, Vougeot, Comblanchien et Corgoloin, Ladoix-Serrigny (21), Orléans (45), Chevilly-la-Rue (94), Sarcelles (95)

Journée mondiale de l'hygiène menstruelle

Départementales et régionales

Le vote communiste, outil de lutte pour les solidarités, contre les droites et l'extrême droite

Depuis un mois une offensive politico-médiatique favorable à l'extrême droite s'est installée dans le pays à partir d'une succession de faits divers terribles avec l'assassinat de policiers ou d'adolescents. Pour le PCF, les choses sont claires. Nous sommes indignés de ces situations inacceptables, et avec Fabien Roussel nous avons exprimé notre positionnement pour une police de proximité, une police républicaine, avec des moyens pour la justice et pour la police comme pour tous nos services publics.

Oui, la sécurité est une question importante et elle s'est invitée au débat des élections locales. Nous y répondons, mais nous alertons sur toute instrumentalisation de ces drames ou tout détournement du soutien aux forces de l'ordre dont la mission est de protéger nos concitoyens. C'est une prérogative de l'État. Nous voulons une police nationale républicaine. Mais les Français n'ont pas que cette préoccupation : ils sont favorables à l'augmentation du pouvoir d'achat, à plus de moyens pour la santé, pour l'éducation, pour les transports, comme le montre *l'Humanité*. Ils sont inquiets pour leur emploi, pour l'avenir des jeunes. Ils refusent la montée de la pauvreté, ils souhaitent le débat sur les politiques de solidarités dans les départements et les régions. Le gouvernement tente de surfer sur l'aspiration à une vie normale et la joie du recul de la pandémie et des levées des restrictions. Emmanuel Macron joue la proximité et l'écoute, mais il poursuit ses choix d'adaptation des institutions françaises aux besoins du capital. La réforme réactionnaire des retraites pourrait ressortir, celle de l'assurance chômage va s'appliquer malgré les drames humains annoncés et voilà que sans attendre les résultats du vote on ressort la loi 4 D sur les collectivités. Le projet de loi dit 4 D (Différenciation, Décentralisation, Déconcentration et Décomplexification) prévoit une nouvelle vague de transferts ou de délégations de compétences de l'État aux collectivités, mais également entre collectivités territoriales. Ces transferts s'accentuent, et avec eux celui du démantèlement des services territoriaux et de proximité de l'État. Cette loi souligne le besoin majeur du plus grand nombre d'élus communistes dans les régions et les départements pour faire face au prochain mandat.

Pour le moment, les Français n'ont pas la tête aux élections. L'abstention est annoncée très forte et le débat imposé sur la sécurité accompagne les sondages favorables à l'extrême droite et à la droite. Favorisant un scénario de régions conquises par l'extrême droite, le pouvoir exécutif joue avec le feu avec ses choix en PACA, dans les Hauts-de-France et dans les autres régions. Son seul souci : porter des coups à la droite et aux forces de gauche, masquer les mauvais résultats de ses candidats, quitte à négliger le danger de l'extrême droite.

Pour les communistes ces choix sont irresponsables et nous voulons déjouer les sondages. D'abord en faisant tout pour que les listes que nous soutenons réalisent les meilleurs scores et permettent de battre la droite et l'extrême droite dans le plus grand nombre de territoires. C'est possible dès le premier tour, là où nous nous sommes rassemblés et notamment dans les régions de gauche, avec la question des solidarités et de la défense de l'emploi dans l'industrie et les services qui peuvent s'imposer.

Nous avons aux régionales trois têtes de liste du Parti : Cécile Cukierman en AURA, Sébastien Jumel en Normandie et Michel Stefani en Corse, pour lesquels nous voulons faire voter le plus grand nombre. Dans les autres régions nous soutenons des têtes de listes PS, FI, EELV, et nous mobilisons pour le meilleur résultat dès le 1er tour. L'élection partielle dans le 20e arrondissement de Paris, où le PCF, avec 10,5 %, fait plus que doubler son résultat de 2017, doit nous encourager.

Dans les élections départementales, nous sommes présents avec des titulaires dans 715 cantons et 1 400 avec les remplaçants sur les 2 000 cantons du pays. Dans le Val-de-Marne nous avons réalisé un accord avec les forces de gauche PS et FI, plus d'autres, qui correspond aux enjeux, mais un accord a minima avec EELV qui sous-estime les dangers de la droite. Nous sommes pleinement mobilisés sur ce département que la droite veut conquérir et nous invitons toute la gauche, tous les progressistes à voter pour nos candidats en mobilisant dans ce territoire symbolique présidé par un communiste.

Tous les adhérents, tous les élus doivent être sur le terrain. Avec un premier objectif, rencontrer les communistes et leurs soutiens et les mettre en campagne ou les engager à voter. Dans chaque département faire la liste, section par section, de ceux qui s'engagent à voter pour nous aux régionales. Faire de même dans chaque canton. Une voix qui s'engage c'est quatre voix qui votent.

La question des procurations est importante. Vérifiez auprès de vous qui ne sera pas là les 20 et 27 juin ; c'est presque des dates de départ en vacances.

J'appelle à une mobilisation de toutes et de tous, de tous les instants, dans une campagne qui va être très courte sur ces 20 derniers jours. Il faut donner de la force aux propositions du PCF et à ses candidats.

Nous voulons mettre en avant la défense des services publics, les mobilités avec les cheminots et traminots, la santé le 15 juin, journée de mobilisation syndicale, mais aussi le 10 juin avec les Assises du médicament. Être au cœur des batailles pour l'emploi, interpeller le monde du travail avec une présence forte devant les entreprises, des appels à rassemblements pour la défense de l'industrie et des services. Auprès des jeunes, dans les quartiers populaires la dernière semaine de campagne. Partout mettre en avant notre proposition de conférences régionales permanentes pour l'emploi.

Plus nous obtiendrons de voix, plus nous ferons reculer les tenants du libéralisme et des idées de haines. ✪

Pierre Lacaze
responsable de l'exécutif national aux Élections

1er tour des élections législatives partielles.

Déclaration du PCF

Quatre élections législatives partielles se déroulaient dimanche dernier. Le PCF présentait un candidat et sa suppléante dans la 15e circonscription de Paris et participait au rassemblement de forces de gauche dans la 6e circonscription du Pas-de-Calais et la 1re circonscription de l'Oise.

Pour le PCF, l'événement de cette élection à gauche est la percée du candidat PCF Thomas Roger, et de sa suppléante Charlotte Laurent, dans la 15e circonscription de Paris qui fait plus que doubler le score du PCF de 2017, passant de 4,55 % à 10,57 %, meilleur score sur la circonscription pour le PCF seul depuis 1988.

Ce résultat, obtenu grâce à la mobilisation et à la détermination des communistes du 20e arrondissement de Paris, est un point d'appui important pour les habitant·e·s de la circonscription, autant qu'il est une force pour le PCF nationalement qui vient de décider de proposer son candidat Fabien Roussel à l'élection présidentielle. Nous sommes la force de gauche qui progresse le plus dans un territoire où traditionnellement les électeurs se prononcent à gauche.

Le PCF alerte sur l'abstention massive, entre 73 % et 84 %, lors de ces élections partielles. Cette abstention massive est un problème majeur qui doit interroger l'ensemble des forces politiques et conduire à la refonte démocratique et sociale de nos institutions.

Le Rassemblement national reste à un niveau préoccupant mais ne progresse pas, il peut et doit être battu dimanche prochain. Le parti présidentiel LREM est en net recul dans les circonscriptions dans lesquelles il était engagé, notamment dans l'Oise où il s'écroule complètement.

Pour le second tour, le PCF appelle à tout faire pour battre les candidats du RN dans l'Oise et le Pas-de-Calais. À Paris et dans l'Indre-et-Loire, nous invitons les électrices, électeurs et les forces de gauche à se rassembler pour faire élire les candidates de gauche les mieux placées dans ces circonscriptions à l'issue du premier tour. ✪

Parti communiste français
Paris, le 31 mai 2021

Un vaccin pour tous les humains

Par le Dr Michel Limousin, animateur du Comité français de soutien à l'ICE

On avait eu l'incurie et les mensonges sur les masques au début de l'épidémie. On a eu le manque de personnels dans les hôpitaux et de lits de réanimation pour accueillir les patients. On a eu l'absence de dépistage faute de tests, l'insuffisance d'analyse génomique des virus faute d'appareils de séquençage. On a eu la pénurie de médicaments pour soulager les personnes en train de mourir étouffées lors de la première vague. On a eu l'interdiction de transporter les pensionnaires des Ehpad dans les hôpitaux lorsqu'ils étaient atteints par la Covid-19 pour ne pas « embouteiller ». On a eu les cafouillages des administrations centrales du ministère de la Santé et des ARS faute de personnels préparés aux situations de crises sanitaires. On a eu les confinements trop tardifs et trop vite annulés. On n'a eu aucune mesure sérieuse d'isolement des personnes contaminées lorsqu'il était encore judicieux de le faire. On a laissé les frontières sans contrôle sanitaire lorsqu'il était encore possible de freiner l'épidémie. On a eu des promesses non tenues pour l'ouverture de lits de réanimation. Aucune aide financière sérieuse pour les hôpitaux publics. Une prise en compte de très bas niveaux en matière de maladies professionnelles pour les personnels contaminés. On a eu des campagnes très ambigües et suspicieuses à la télévision pour encourager à la vaccination qui ont plus freiné que motivé les gens à se faire vacciner. Des débats sans fin pour critiquer de façon superficielle la politique gouvernementale sans jamais aller au fond des choses. On a eu des promesses de transformer les vaccins en bien commun de l'humanité, mais aucune mesure concrète de levée des brevets ou de réquisition pour produire les vaccins. Macron avait repris cette notion de bien commun pour l'humanité mais a fait marche arrière avec ses collègues européens dès que l'idée a pris de l'ampleur. Il préfère que les vaccins soient « donnés » aux pays pauvres plutôt qu'organiser une production de masse efficace.

Mais jamais n'a été posée la question des responsabilités, en particulier celles des décisions politiques antérieures à la crise sanitaire : Qui a fermé les lits hospitaliers ? Qui a supprimé en 2016 l'établissement public de gestion des crises sanitaires au ministère de la Santé ? Qui a détruit et non renouvelé les stocks de masques ? Qui a laissé s'installer une politique de pénurie de médicaments ? Qui n'a pas fait les recrutements nécessaires en personnel hospitalier ? Qui a organisé la pénurie de médecins avec un numerus clausus insensé ? Qui laisse les fruits de la recherche publique être privatisés ? Qui laisse les grands laboratoires pharmaceutiques spéculer sur le prix des vaccins en régulant la pénurie ?

Et maintenant les vaccins ! On pense que vacciner l'Afrique n'est pas une priorité. Que 28 tonnes de matériel envoyé de France par avion pour 1,3 milliard d'habitants en Inde, c'est efficace. On pense que négocier des contrats secrets avec l'industrie pharmaceutique est légitime et démocratique. Les profits de Big Pharma explosent, ce serait normal. Les milliardaires français ont doublé leur fortune pendant la crise et sont devenus les plus riches d'Europe. Et les chômeurs vont voir leurs droits réduits dès juillet.

Le moment du bilan sanitaire et politique arrive.

Mais ne perdons pas de vue l'urgence du moment : continuons à nous battre pour que les mesures qui permettront à tous les humains d'être vaccinés soient prises. Nous avons lancé dès l'été dernier une pétition européenne dite « Pas de profit sur la pandémie » dans le cadre des initiatives citoyennes européennes (ICE). Cette démarche prévue par les traités européens, si elle rassemble un million de signatures dans les 27 pays européens d'ici mai 2022, obligera les institutions européennes à examiner nos propositions dont la principale est la levée des brevets sur les vaccins. Nous avons déjà rassemblé plus de 202 000 signatures et 350 organisations soutiennent cette pétition. Une large coalition à travers l'Europe de syndicats, d'ONG, de partis, de militantes et de militants, d'associations et d'experts de la santé participe à cette initiative citoyenne européenne. Le PCF est très engagé dans ce regroupement. L'objectif est de prendre les mesures nécessaires qui garantissent un accès équitable aux vaccins et autres traitements, et évitent à tout prix qu'ils deviennent sources de profits indécents pour le secteur pharmaceutique.

Il n'y aura pas de sortie de la pandémie tant que l'ensemble des humains ne sera pas vacciné. C'est pourquoi nous vous invitons à signer massivement cette pétition. Ne nous dispersons pas. **Signons sur https://noprofitonpandemic.eu/fr/** ✪

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : ..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Léa Mons, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff **RELECTURE :** Jacqueline Lamothe
Mèl : **communistes@pcf.fr**
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Le PCF propose des Assises du médicament

La pandémie de la Covid a rendu encore plus criante l'importance d'ouvrir un débat public sur nos propositions de création d'un Pôle public du médicament. Nous n'avons eu de cesse de dénoncer l'incurie gouvernementale dans la gestion de la crise, la dépendance de l'État aux industriels du médicament, les pénuries de médicaments qui ont affecté les hôpitaux français, avec des ruptures en constante augmentation depuis 2008, s'accélérant en 2019 pour doubler en 2020, avec 2 400 médicaments faisant défaut. Nous ne pouvons continuer à dépendre à 80 % de pays non-européens pour l'acquisition des matières premières ou des produits finis. La privatisation de la production, sa délocalisation pour maximiser les profits en sont la cause principale. Ceci alors que l'aide publique aux multinationales pharmaceutiques est conséquente, notamment dans la recherche, sans pour autant faire preuve de transparence sur les aides reçues dans le développement de produits, sans que des conditionnalités lui soient opposées. La suppression d'emplois ces dernières années, notamment dans la recherche, n'a pas été sans répercussions sur l'incapacité de la SANOFI, à fournir un vaccin en temps et en heure.

Pas étonnant, dans ces conditions, que depuis quelques années et singulièrement en 2020, cette question occupe les débats politiques, les médias. Si notre parti travaille depuis des décennies sur l'importance de mettre en place un Pôle public du médicament, nos groupes à l'Assemblée nationale comme au Sénat ont déposé des projets de lois demandant la création d'un « pôle public du médicament », et cette exigence monte tant dans la population que dans toute la gauche, voire au-delà. La campagne d'initiative citoyenne européenne, sur le site https://noprofitonpandemic.eu, par son ampleur a popularisé l'idée que nous devons faire des vaccins un « bien commun de l'humanité », prolongeant ces propositions au niveau européen, indispensable pour traiter d'un tel sujet.

Si la santé est un bien universel, le médicament fait partie intégrante de l'offre de soins. Avec le Pôle public du médicament, nous nous intéressons à l'ensemble du processus conduisant de la recherche à la mise à disposition des médicaments et vaccins aux malades. C'est pourquoi, comme pour tout ce qui concerne la santé, nous faisons de la sortie du médicament du marché un de nos principaux objectifs.

Ce qui est nouveau, c'est que nous ne sommes plus seuls à porter un tel projet ; que des partis politiques comme la France Insoumise ont aussi déposé un projet de loi dans ce sens en mai 2020 ; que les syndicats comme la CGT parlent de Pôle public de la santé incluant le médicament ; que des organismes comme le CCNE (Comité consultatif national d'éthique) dans son Avis 135 publié le 30/11/2020, au travers du prix exorbitant des thérapies innovantes, « ...pose clairement la question de l'accès à tous les patients qui pourraient en avoir besoin », dénonce aussi « l'utilisation par l'industrie pharmaceutique des résultats de la recherche publique et universitaire », et l'amène à conclure par la recommandation de « créer un pôle public du médicament à but non lucratif ».

Le 10 juin prochain aux Assises du médicament, Fabien Roussel, en ouverture de cette initiative au siège du PCF, présentera les principaux axes de notre projet. Il reviendra sur l'urgence de retrouver une maîtrise publique dans la politique du médicament et de socialiser tout ou partie des firmes de la Big-Pharma, afin de créer un pôle public de la recherche et de l'industrie. Depuis des décennies, nous préconisons une politique alternative de santé ; cela passe par l'impérieuse nécessité pour la société, les citoyens et les professionnels de se réapproprier cette chaîne de la santé. C'est le sens que nous donnons à notre proposition de mettre en place un Pôle public du médicament en France, en Europe et dans le monde.

Le 10 juin, sera la première étape d'un processus de rencontre, d'échange et d'élaboration pour faire de la santé un bien universel. Cela inclus l'ensemble de la chaîne qui va de la recherche à la mise à disposition des médicaments et vaccins aux malades. La pression exercée par les marchés sur l'approvisionnement en médicaments souligne par ailleurs la nécessité pour la France d'assurer sa souveraineté sanitaire. La globalisation néolibérale ne permet pas, en effet, d'assurer l'indépendance des pays. Ces moments de tension révèlent un des effets pervers du capitalisme : l'augmentation des prix devient la seule méthode de régulation, et la concurrence entre les pays confine à l'immoralité.

Une autre politique du médicament, hors du marché, est non seulement possible mais indispensable aujourd'hui.

Ces assises se tiendront en deux temps. Le premier, le 10 juin, sur invitation, pour confronter notre projet avec celles et ceux qui partagent notre démarche afin de l'enrichir, le faire évoluer, mieux le partager, car méconnu dans sa globalité.

De ce travail, nous proposerons à la rentrée septembre un texte qui tiendra compte de ce débat. Il sera porté à l'automne auprès du grand public, des citoyen·e·s, mais aussi des partis et syndicats, associations et institutions, pour en faire un vrai débat citoyen en France et en Europe. Il s'inscrira dans nos campagnes, tant de la présidentielle que des législatives !

Fabien Cohen
responsable Médicament de la commission Santé, Protection sociale
membre du Conseil national

Les camarades qui souhaiteraient être invité.es à y participer peuvent me joindre à : fcohen@pcf.fr ou au 0607285022

La sélection à l'université doit prendre fin

La phase d'admission des vœux de Parcoursup a débuté jeudi 27 mai. 931 000 candidates et candidats vont être dans l'attente d'une décision qui aura un impact décisif sur leur avenir. Parmi les élèves, combien vont obtenir la formation de leur choix ? Cette machine à sélectionner va encore briser les rêves et les aspirations de centaines de milliers de jeunes. L'année dernière, 120 000 lycéennes et lycéens n'avaient accepté aucun de leurs vœux sur la plateforme. Et pour cause, un candidat sur deux n'a pas été accepté dans la filière de son choix principal.

Année après année, la plateforme est toujours plus sélective. Le nombre d'étudiantes et d'étudiants en réorientation inscrits sur la plateforme ne cesse d'augmenter. Suite à une orientation forcée après le baccalauréat, ils sont des centaines de milliers à de nouveau tenter leur chance, dans l'espoir d'être acceptés dans la filière de leur choix. Ce phénomène vient mécaniquement augmenter le nombre de candidats et la sélection.

Pire encore, le maintien de Parcoursup dans les conditions catastrophiques dans lequel se trouve le système éducatif est totalement irresponsable. Depuis l'arrivée de la pandémie, un étudiant sur six est en situation de décrochage, le retard scolaire ne cesse de s'accumuler et 1,6 million de jeunes se retrouvent sans emploi ni formation. À quoi bon s'entêter à sélectionner dans ces conditions, si ce n'est d'accroître le nombre de jeunes sans solution ?

Cette année encore, Parcoursup va contraindre des centaines de milliers de jeunes à abandonner la poursuite de leurs études. Pourtant la jeunesse regorge de forces créatrices, d'innovations ou d'ingéniosité. Il faut lui permettre de se réaliser pleinement. Nous disons que ce gâchis a assez duré. Nous avons besoin d'une jeunesse formée et diplômée pour répondre aux défis que nous avons devant nous, pas d'une sélection sociale à grande échelle.

La priorité doit être à un plan de rattrapage, pas à la sélection. Le MJCF demande :

- La fin de la sélection à l'entrée de l'université.

- L'investissement massif dans l'enseignement supérieur pour créer suffisamment de places pour permettre à chaque jeune d'avoir une place dans la filière de son choix. Ce qui implique le recrutement immédiat d'enseignants, la rénovation et la construction de nouveaux locaux.

- Un plan de rattrapage dans l'enseignement secondaire et primaire pour rattraper le retard accumulé. Ce plan doit en premier lieu permettre de former et recruter du personnel éducatif afin d'offrir une formation de qualité à l'ensemble des élèves sur le territoire. ✪

Léon Deffontaines,
secrétaire général du MJCF

Le MJCF organise une action sur l'emploi des jeunes devant le ministère du Travail le samedi 5 juin à 18 h.

150 ans de la Commune

VIVE la Commune

La foule des grands jours ce samedi 29 mai pour la montée au Mur des Fédérés

Les questions migratoires

Combattre le retour des fantasmes et des manipulations

À un an des élections présidentielle et législatives, les questions migratoires reviennent comme un thème dominant de débat médiatique, ou plutôt comme un thème dont le traitement est dominé par les amalgames et mensonges en particulier de l'extrême droite.

Pour combattre les idées d'extrême droite, il faut d'abord combattre les idées fausses et dénoncer les manipulations. Par exemple, les scènes dramatiques de Ceuta d'il y a quelques jours ne sont pas des questions migratoires mais des manipulations politiques du Maroc qui veut « punir » tous les pays qui tentent de s'opposer à son emprise sur le Sahara occidental et appuient l'action diplomatique du Front Polisario. Il est particulièrement inadmissible de « jouer » avec la vie des gens et en particulier de mineurs pour des raisons diplomatiques. Cette attitude doit être dénoncée et les réfugiés doivent être accueillis dignement en leur laissant la possibilité de choisir leur vie, leur lieu d'installation.

D'autres idées fausses sont à combattre. Au cours des 30 dernières années, il y a eu 21 lois en France sur les politiques migratoires. Toutes ont permis de complexifier, durcir et réduire les droits des étrangers. En Europe, au cours des dix dernières années, de multiples décisions ont durci les contrôles aux frontières et cela avec l'aide de la numérisation, du fichage et de ses lobbyistes.

Donc, laisser dire que les frontières ne sont pas assez contrôlées est une faute politique. Les frontières extérieures de l'Union européenne n'ont jamais été aussi contrôlées, et d'ailleurs cette fermeture des frontières est responsable de milliers de morts dans la Méditerranée. En revanche, il serait temps de mettre en cause la gestion de Frontex qui bénéficie d'un budget de plus en plus important de l'Union européenne, aux alentours de 550 millions d'euros, mais qui est aussi soupçonné de refouler des migrants en faisant fi du droit international et des lois de Dublin qui interdisent de refouler des migrants sans un dépôt de demande d'asile.

Au sujet de l'emploi, cassons l'idée fausse aussi que « les immigrés prendraient le travail des Français ». Pour cela, regardons les chiffres de 2019 : le taux de chômage des « non immigrés » est de 7,8 % de la population active et de 13,6 % dans la population immigrée d'après l'INSEE. Alors il serait plus juste de dire que le chômage touche en particulier la population immigrée.

Une immense majorité de réfugiés vivent dans les pays en voie de développement frontaliers à leurs pays d'origine. Les demandes d'asile pour l'année 2020 n'ont été qu'au nombre de 81 000, pour seulement 11 000 acceptées ; et l'on parle de « laxisme » !

La contribution des migrants à l'économie de leur pays est supérieure aux fonds de développement versés par les pays riches. La baisse drastique de ce financement, à cause de la pandémie qui, elle-même, a fortement réduit les mouvements de population, constitue un sérieux problème et peut avoir de graves conséquences sociales.

Alors, oui, reste une crise de l'accueil des réfugiés, une aggravation de raisonnements xénophobes, une manipulation de l'opinion publique, une banalisation des idées d'extrême droite qu'il faut combattre avec des arguments de vérité, de respect des droits humains, d'ouverture au monde, des perspectives de gauche, et la volonté d'amplifier l'exigence de nouvelles politiques, justes et décentes, comme celle de l'ouverture de voies légales et sécurisées de migrations.

Le droit à la mobilité n'est pas un problème mais une liberté fondamentale qu'il faut sécuriser. ✪

Cécile Dumas
responsable adjointe du secteur international du PCF

Le groupe « Octobre »

Un théâtre rouge au temps du Front Populaire 1/6

De 1932 à 1936, un groupe amateur de jeunes acteurs et actrices, communistes de cœur ou de carte pour la plupart, va monter une série de spectacles militants ébouriffants, créés par Jacques Prévert.

On est au début des années 30, exactement en mars/avril 1932. La crise sociale est violente (misère, chômage). L'extrême droite s'active (en Allemagne, Hitler est aux portes du pouvoir) et la vie politique est tendue (des élections législatives sont prévues en mai). Un petit groupe de jeunes gens, acteurs amateurs, membres ou proches du PCF pour la plupart, veut participer à sa manière à l'action ouvrière, aux meetings politiques. Ils ont entendu parler des formes d'action dites « d'agit-prop » telles qu'elles se pratiquent outre-Rhin ; ils veulent eux aussi faire du théâtre social. Non seulement pour accompagner la campagne électorale des communistes mais pour pouvoir commenter en permanence, à leur manière, l'actualité économique et sociale. Leur histoire a été racontée notamment dans l'ouvrage de Michel Fauré, « Le groupe Octobre » (Christian Bourgois, 1977). Dans cette équipe, le plus actif est sans doute Raymond Bussières (25 ans). Il a un petit cheveu sur la langue comme on dit mais qu'à cela ne tienne, il veut absolument jouer la comédie. Lui et ses amis fréquentent alors une troupe de théâtre appelée « Prémices » ; ils trouvent que cette compagnie travaille bien mais ils n'aiment pas les textes. « On ne voulait pas faire du théâtre mais la Révolution… », dit carrément Bussières. Ils font donc sécession et créent « le groupe de choc Prémices ». Ils doivent bien sûr affronter des questions d'organisation, d'intendance mais leur gros souci, c'est le manque de textes percutants, ils ont besoin d'écrits politiques, rouges. « Il nous fallait des textes de circonstances pour aller sous les préaux d'école appuyer les thèmes de la campagne électorale développés par les orateurs », dit une des membres du groupe, Arlette Besset (18 ans). Ils vont alors solliciter Paul Vaillant-Couturier. Besset parle ainsi de lui : « C'était un personnage fascinant, romantique, enthousiaste, cultivé, éloquent et désintéressé qui avait le don de convaincre et de galvaniser les énergies ». Mais le rédacteur en chef de L'Humanité, également poète, écrivain, peintre (entre autres…) est surchargé de travail ; il leur suggère de discuter de leur projet avec Léon Moussinac, spécialiste de l'histoire du théâtre et critique de cinéma reconnu. Ce dernier leur conseille alors de contacter « un gars très marrant, qui a l'air très bien » : il s'appelle Jacques Prévert. À l'époque celui-ci est apprécié d'un petit cercle d'initiés mais il n'a publié qu'un texte (« Tentative de description d'un dîner de têtes à Paris-France »). L'entrevue se passe chez le poète, rue Didot dans le 14e. « Nous étions assez intimidés de cette démarche chez un inconnu, dit Besset, mais forts de la valeur de nos idées et de nos objectifs. Nous savions ce que nous voulions : un sketch sur la presse, fait avec les coupures de journaux de l'époque – ma profession consistait alors à effectuer tous les matins un résumé de revue de presse – illustrant les thèmes de propagande : le capitalisme amène la guerre et la misère ; la social-démocratie a deux visages (l'un, démagogique ; l'autre au service du capital)… »

Raymond Bussières (dit Bubu), Annette Poivre, Cannes 14 juin 1948

Un autre témoin de la réunion ajoute : « On lui débite notre histoire à savoir qu'on voudrait un texte sur la presse, en insistant sur le sens de notre démarche et en précisant d'où nous venons. Voulant s'assurer de fabriquer quelque chose qui puisse nous convenir par la manière et le style, il va chercher un manuscrit et commence à nous lire une histoire. C'était cocasse, déconcertant, désopilant, inattendu, un peu à la Marx Brothers. Très curieusement, cela jurait avec l'idée de lui qu'imposait d'abord son personnage. Des yeux globuleux, sous une frange de cheveux coupés court sur le front, un air plutôt sérieux, sinon triste, un peu lunaire à la Buster Keaton, la voix grave, le ton monocorde, enfin le contraire exactement de ce que son esprit baroque peut suggérer. L'accord fut immédiat… »

C'est ainsi qu'à la fin du mois d'avril, Jacques Prévert, accompagné de Jean-Paul Le Chanois (futur cinéaste) et de Louis Bonin (alias Lou Tchimoukov), un petit génie de la scénographie, vient remettre à Bussières et ses amis un texte intitulé « Vive la presse ». Cette rencontre marque le début du groupe « Octobre » qui ne porte pas encore ce nom. Ajoutons, pour la petite (et grande) histoire, que ce rendez-vous se passe dans une salle de la CGTU, avenue Mathurin-Moreau, très exactement à l'emplacement de ce qui sera plus tard le siège du PCF, place du colonel Fabien. ✪

Gérard Streiff